



CHAPITRE 127

CHAPTER 127

Loi concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette

An Act respecting the school municipality of the village of St. Charles, county of Joliette

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

[Assented to, the 10th of December, 1952]

Préambule.

ATTE^{NDU} que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter en prélevant une taxe d'éducation;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette, peuvent par résolution, imposer et prélever, en plus de toute autre taxe, une taxe d'éducation de un pour cent, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés dans les limites actuelles de la

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the school municipality of the village of St. Charles, county of Joliette, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools, and it has become necessary to increase them by levying an education tax;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax.

1. The school commissioners for the school municipality of the village of St. Charles, county of Joliette may, by resolution, impose and levy, in addition to any other tax, an education tax of one per cent, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the school municipality of the village of St. Charles,

municipalité scolaire du village Saint-Charles, sujet aux exceptions prévues par l'article 12 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

subject to the exceptions contemplated by section 12 of the said Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Prélèvement, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements).

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments. Levy, etc.

Conventions.

3. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette, sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe d'éducation de un pour cent.

3. The school commissioners for the school municipality of the village of St. Charles, county of Joliette, are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of such education tax of one per cent. Agreements.

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier desdits commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the said school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments). Stipulations.

Droits dévolus.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infractions à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and actions for infringement of this act. Rights transferred.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act) is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

Partage.

5. Le revenu annuel perçu par les commissaires provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par lesdits commissaires entre eux et les Syndics d'écoles protestantes, lorsqu'il en existera pour la municipalité scolaire du village Saint-Charles, au prorata du nombre d'en-

5. The annual revenue collected by the commissioners from the said tax shall, after deduction of the expenses incurred by the said commissioners for the imposition and collection of such revenue, be shared every three months by the said commissioners between themselves and the protestant school trustees, when there are such for the school municipality of the village of St. Charles, proportion- Share.

fants d'âge scolaire de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant et fréquentant les écoles dans le territoire commun à chacune d'elles. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

ately to the number of children of school age of each of the Roman Catholic or Protestant religious denominations, respectively, residing and attending school in the territory common to both. In case of difference of opinion in this respect, the Superintendent of Education shall decide in last resort.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.